



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, boulevard de la Dollée BP 70271
50001 Saint-lô Cédex

Saint-lô, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION

ZA la Busnouviere
50860 Moyon Villages

Références : 2024.320
Code AIOT : 0005301581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2024 dans l'établissement EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION implanté 740 RTE DE L'AUBANNERIE - MOYON 50420 MOYON VILLAGES. L'inspection a été annoncée le 17/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION
- 740 RTE DE L'AUBANNERIE - MOYON 50420 MOYON VILLAGES
- Code AIOT : 0005301581
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Eurial exploite une usine de spécialités laitières (crème, yaourt, fromage blanc), de beurre concentré, d'ingrédients pour l'industrie agroalimentaire (principalement de la poudre de lait et du lait concentré), principalement à partir de lait. La production annuelle s'élève à environ 45 000 t par an. Les produits sont conditionnés en vrac, en big bags, en citernes ou en fûts. Ils s'adressent aux industriels et professionnels de l'alimentaire uniquement.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Acide nitrique - cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Valeurs limites de rejet en sortie de station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 4.3.8	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Refroidissement en circuit ouvert	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.7	Sans objet
6	Bassin de confinement et	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.7.10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bassin d'orage		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la dernière inspection (03/10/2023) concernant les émissions sonores, la consommation d'eau spécifique et la rétention des cuves d'acide nitrique et de soude, ne sont toujours pas soldés. Pour ces constats, si l'exploitant ne fournit pas les éléments dans les délais fixés, il pourra être proposé au préfet un arrêté préfectoral portant mise en demeure.

Des non-conformités ont également été constatées sur le refroidissement de certains équipements, ainsi que pour les rejets dans l'eau (phosphore).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de la station d'épuration, l'exploitant procède à une étude acoustique visant à vérifier le respect des valeurs limites en périphérie de site et des niveaux d'émergence. Les résultats de cette étude sont communiqués dès réception à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 09/01/2024, l'exploitant a informé les services de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'un audit de la cuverie, réalisé par le service maintenance, a permis d'identifier les équipements générateurs de bruit (dont pompes de retour des NEP); - qu'une prestation avec un acousticien était en cours de négociation. <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant explique que l'audit réalisé par la société d'acoustique (mars 2024) a permis de confirmer les sources de bruit. Selon l'exploitant, l'audit préconise la mise en place d'un ou de plusieurs murs anti-bruit à proximité des zones d'émergence. L'exploitant a pour l'instant fait réaliser un devis, mais n'est pas en mesure d'indiquer quand d'éventuelles solutions anti-bruit seraient mises en place et quand un nouveau contrôle serait effectué.</p> <p>NON-CONFORMITE : au jour de l'inspection, aucune nouvelle mesure de bruit n'indique que les niveaux limites de bruit et les émergences réglementaires sont à nouveau respectées. Par ailleurs, aucune mesure de diminution du bruit n'a été mise en place depuis la dernière inspection.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra copie du rapport de l'audit acoustique réalisé au premier trimestre 2024. Il communiquera également, dans les meilleurs délais possibles, un échéancier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mise en place des mesures permettant de respecter à nouveau les niveaux limites de bruit et les émergences réglementaires applicables ; - de réalisation d'une campagne de mesure de bruit permettant de confirmer le retour à des émissions sonores conformes. <p>Dans tous les cas, ces échéances ne pourront dépasser 6 mois. Dans le cas contraire, des suites administratives pourront être proposées au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Consommation spécifique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consommations en eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles pour atteindre l'objectif de consommation spécifique de 0,8 litres d'eau par litre de lait transformé. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'eau de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant calcule une fois par trimestre la consommation spécifique de ses installations sur une période représentative de ses activités. Il tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 09/01/2024, l'exploitant a indiqué que 6 compteurs intermédiaires étaient en cours d'installation.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant justifie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir consommé 132 980 m³ d'eau en 2022, pour une consommation spécifique (annuelle) de 0,881 litres d'eau par litre de lait transformé; - avoir consommé 121 098 m³ d'eau en 2023, pour une consommation spécifique (annuelle) de 0,866 litres d'eau par litres de lait transformé. <p>Les consommations totale et spécifique fluctuent autour de ces valeurs depuis 2018. La</p>

consommation spécifique maximale (égale à 0,8 litres d'eau par litre de lait transformé) n'a pas été respectée depuis 2021.

L'exploitant indique que cette stagnation est due au changement, ces dernières années, du mix de production (avec notamment une diminution important de la production de beurre, actuellement à l'arrêt). Un porter à la connaissance va être adressé pour notifier l'arrêt définitif de la production de beurre avant la fin du mois de juin. Il lui est rappelé que ce dossier devra décrire les impacts de cet arrêt sur les capacités maximales autorisées en termes de consommations d'eau (dont consommation spécifique), de production (notamment au titre de la rubrique 3642) et éventuellement de capacités de stockage.

L'installation des 6 compteurs évoqués dans le courrier de janvier 2024 s'est terminée dans les jours précédant l'inspection. Ils restent à raccorder au système informatique de l'usine. L'exploitant table un enregistrement des premières données au début du mois de juin 2024. Les six compteurs, repérés visuellement le jour de l'inspection, sont liés aux postes de consommation suivants:

- l'évaporateur (déshydratation du lait);
- le circuit de refroidissement de l'évaporateur;
- les eaux consommées par les NEP (2 compteurs a priori);
- l'eau de nettoyage du dispositif d'ultrafiltration;
- les eaux consommées pour le lavage de la ligne « spécialités » (fromage frais, yaourts).

Durant l'inspection, l'exploitant revient sur les actions récentes de réduction des consommations d'eau mises en place :

- une première optimisation des NEP, afin de limiter le nombre de lavages et d'optimiser leur séquençage, a été finalisée en 2023. Selon l'exploitant, il s'agit d'actions au long cours qui remettent en cause l'ensemble du processus de production;
- le refroidissement à eaux perdues de l'évaporateur a été remplacé en juin 2023 par un circuit fermé. La récupération des condensats refroidis de l'évaporateur permet le refroidissement d'autres systèmes, par exemple les écrémeuses;
- la capacité de stockage des condensats de l'évaporateur (pour réutilisation) a été augmentée en fin d'année 2023.

Toutefois, sans la connaissance du poids de chaque poste de consommation dans la consommation totale, il apparaît difficile de quantifier l'impact des mesures mises en place. L'exploitation des compteurs intermédiaires permettra, selon l'exploitant, de mieux connaître les consommations et ainsi de choisir les actions les plus pertinentes à mettre en place.

L'exploitant souligne que la consommation d'eau a été intégrée aux réunions quotidiennes de pilotage de la production. Toutefois, cette surveillance a pour but d'identifier d'éventuels dysfonctionnements et non de diminuer à terme la consommation d'eau.

L'exploitant évoque plusieurs fois des groupes de travail menés à l'échelle du groupe Eurial, sans en préciser clairement le contenu.

Pour rappel, selon le point n°5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations agroalimentaires relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 :

« L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement [...] un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants : [...]

Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux[...].»

NON-CONFORMITE : la consommation spécifique maximale n'est pas respectée depuis 2022. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas établi d'inventaire des principaux postes de consommation en eau de son établissement. Il ne dispose pas non plus de document faisant état des actions de réduction des consommations d'eau prévues et réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais possibles:

- une synthèse des actions de réduction des consommations en eau déjà mises en place, si possible en estimant leur impact sur les consommations (par exemple en replaçant ces actions sur la courbe temporelle des consommations);
- un calendrier avec échéances des actions prévues afin de respecter à nouveau la consommation spécifique maximale (qui pourra inclure les actions menées à l'échelle du groupe);
- une analyse du bilan hydrique basé sur les premières remontées des nouveaux compteurs intermédiaires.

Ces éléments pourront être intégrés au dossier portant à la connaissance l'arrêt définitif de la production du beurre annoncé par l'exploitant.

En cas d'absence de réponse satisfaisante dans les délais fixés, des suites administratives pourront être proposées au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Acide nitrique - cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.3

Thème(s) : Produits chimiques, acide nitrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui

doit être maintenu fermé en condition normale.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Une consigne relative au dépotage des produits incompatibles doit assurer l'absence de risque de mélange.

Constats :

Par courrier du 09/01/2024, l'exploitant a informé les services de l'inspection:

- que le volume de la fosse est de 38 m³ ;
- qu'il n'était pas en mesure de garantir la résistance de la fosse à l'acide nitrique concentré;
- qu'une demande d'investissement était en cours pour appliquer un revêtement de protection sur le béton de la fosse;
- que la zone de dépotage allait être revue pour garantir qu'en cas de déversement, les écoulements seraient bien recueillis dans la fosse;
- qu'une expertise était en cours pour déterminer la meilleure solution pour ne plus associer acide nitrique et soude à une même rétention.

Le jour de l'inspection, il est constaté que les pentes du quai avaient été refaites de façon à ce que les éventuels écoulements accidentels soient bien redirigés vers la rétention. L'exploitant a également mis en place une butée afin de limiter le risque d'accrochage par camion.

Les cuves d'acide nitrique et de soude sont à double enveloppe mais l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'elles sont équipées d'un système de détection de fuite. L'enduction de résine de la fosse (afin de garantir sa résistance à l'acide nitrique) ou le déport de l'une des cuves à un autre endroit, ne sont plus à l'ordre du jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant justifiera qu'un système de détection de fuite est présent dans chaque cuve, en décrivant sa nature (photos / documentation technique à l'appui), le type d'alerte et la procédure en vigueur en cas de détection (en particulier lorsqu'une fuite est détectée en dehors des heures de production). Il transmettra également le rapport d'expertise cité dans son courrier du 09/01/2024.

En cas d'absence de réponse satisfaisante dans les délais fixés, des suites administratives seront proposées au préfet. A titre d'information et contrairement à ce qui a été évoqué lors de l'inspection, l'arrêté ministériel du 04/10/2010 n'offre pas la possibilité de déroger aux prescriptions de l'article 25 (rétentions).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites de rejet en sortie de station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 4.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les débits, valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Pour chaque polluant réglementé, la concentration moyenne maximale journalière fixée correspond à la valeur maximale du résultat de la concentration d'un échantillon d'analyse constitué à partir d'un prélèvement sur 24 heures asservi au débit de rejet.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : Sortie station d'épuration

paramètre	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
M.e.S.	30	25,2
DCO	70	58,8
DBO5	15	12,6
NGL	10	8,4
Pt	1,5	1,26

Les analyses des paramètres devront être effectuées sur des échantillons homogénéisés non filtrés ni décantés conformément aux dispositions réglementaires.

Constats :

Selon les données d'autosurveillance de l'exploitant, durant l'année 2023:

- la concentration en phosphore total dépasse la valeur maximale autorisée pour 24% des mesures (2,4 mg/l en moyenne- 3,6 mg/l au maximum);
- dans une moindre mesure, le flux en phosphore total dépasse la valeur maximale autorisée pour 7% des mesures (1,6 kg/j en moyenne- 2,8 kg/j au maximum).

L'exploitant explique ces dépassements par le remplacement, en 2022, du chlorure ferrique (utilisé pour abattre le phosphore dans les rejets) par une solution dite « d'aquafer » (trisulfate de fer). Ce remplacement s'est révélé sur le long terme moins efficace. Par ailleurs, des problèmes liés au pilotage de la station (délégué à la société Fora France) et à des développements ponctuels d'algues filamenteuses auraient nui au fonctionnement général de la station jusqu'en mars 2024. L'exploitant est repassé au chlorure ferrique depuis quelques semaines. Selon lui, les concentrations et flux de phosphore sont depuis revenus à la normale. Ces améliorations sont toutefois trop récentes pour être visibles sur les données d'autosurveillance transmises sur Gidaf.

NON-CONFORMITE : en 2023, la concentration en phosphore total dépasse la valeur maximale autorisée pour 24 % des mesures (2,4 mg/l en moyenne - 3,6 mg/l au maximum).

Dans le cas où les dépassements en phosphore perdureraient, des suites administratives

pourraient être proposées au préfet. L'exploitant devra alors transmettre un plan d'action avec échéances pour retour à des concentrations en phosphore conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.7.1 - Définition générale des besoins L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer la défense du site contre l'incendie. Le volume d'eau requis sur deux heures est au moins de 260 m³. [...]</p> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.</p> <p>Article 8.7.2 - Moyens de lutte L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux poteaux incendie diamètre 100 mm (norme NFS 61-213) alimentés par le réseau public, sans passage par compteur ni by-pass, délivrant au total un minimum de 120 m³/h, sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 200 mètres de l'établissement et accessibles par des chemins carrossables ; - une réserve d'eau d'une capacité de 20 m³ pour le dispositif d'extinction propre à la tour de séchage ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie sur la tour de séchage ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - d'un système de détection automatique d'incendie pour les locaux non couverts par le système d'extinction automatique ; <p>[...] Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique[...].</p> <p>Article 8.7.3 - Entretien des moyens d'intervention Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de</p>

l'inspection des installations classées.[...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un système de sécurité d'incendie (SSI) centralisé en fin d'année 2023. Dans ce cadre, 3 des 4 locaux électriques ont déjà été mis sous extinction automatique (libération d'une cartouche de gaz inerte). Le test de cette centrale incendie en avril 2023 (en présence du SDIS) s'est révélé concluant. Cet exercice a aussi permis de rédiger une « fiche réflexe » avec le SDIS. Une maintenance a été contractualisée auprès de l'installateur de la centrale. L'exploitant indique mettre en place une procédure de test en interne.</p> <p>La détection incendie propre à l'évaporateur (tour de séchage) est quant à elle testée tous les mois en interne. Elle consiste en une mesure en continu de la température de l'air en sortie de la tour, qui déclenche si nécessaire la libération d'un circuit d'eau sous pression.</p> <p>En ce qui concerne les moyens de défense contre l'incendie, les deux poteaux incendie communaux, de part et d'autre de l'usine, affichent des débits individuels respectifs de 67 et 100 m³/h selon les données du SDIS. Selon ces mêmes données, les débits de ces poteaux sont considérés comme « disponibles », et les poteaux conformes au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.</p> <p>Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par un prestataire spécialisé (dernier contrôle en date du 15/02/2024).</p> <p>Le point de rassemblement du personnel, à côté de l'accueil, est clairement signalé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.7.10
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.</p> <p>La capacité du bassin susceptible de recevoir simultanément des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie devra être au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes: soit la somme du volume des eaux d'extinction de l'incendie le plus pénalisant et du volume des premiers flots de la pluie annuelle sur les surfaces imperméabilisées; soit le volume des premiers flots de la pluie décennale sur les surfaces imperméabilisées.</p> <p>La capacité minimum de confinement doit être de 320 m³ (bassin spécifique ou autres capacités de confinement).</p> <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Il est doté d'un dispositif d'obturation en sortie permettant de confiner les eaux d'extinction d'un sinistre.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en œuvre du rôle de bassin de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La rétention est constituée de la partie basse de la cour de réception des camions (délimitée sur deux de ses côtés par un muret d'environ 1,8 m de haut). En cas de sinistre, deux vannes sont à</p>

actionner à l'aide d'une clé, qui reste sur place. La procédure est affichée à côté de la centrale incendie et à l'atelier de réception du lait (où une présence humaine est assurée en permanence). L'exploitant ajoute qu'il est prévu d'ajouter un panneau rappelant la procédure à proximité des vannes et de repeindre en rouge leurs trappes d'accès (couleur indiquée dans la procédure). L'exploitant réfléchit également à inclure le confinement des eaux d'incendie lors des prochains exercices d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Refroidissement en circuit ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.[...]

Constats :

Certains équipements de réfrigération demeurent en circuit ouvert. C'est par exemple le cas d'au moins une des écrémeuses ou de certains équipements de ligne «beurre» (cette dernière étant toutefois à l'arrêt).

L'exploitant explique que bien qu'en circuit ouvert, ces refroidissements utilisent les condensats récupérés au niveau de l'évaporateur, et n'impactent pas la consommation d'eau du réseau public.

Cet argument n'est pas recevable, étant donné que ces refroidissements à eau perdue utilisent une eau qui pourrait être récupérée et utilisée pour un autre usage à la place de l'eau de ville. Dès lors que la consommation d'eau de ville n'est pas nulle, toute augmentation de l'utilisation d'eau globale contribue, dans le cas général, à augmenter directement ou indirectement les prélèvements sur le réseau public.

NON-CONFORMITE : certains équipements sont refroidis en circuit ouvert.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un plan d'action avec échéances dressant la liste des équipements refroidis en circuit ouvert, et indiquera pour chacun d'entre eux l'échéance prévue pour la mise en place d'un circuit fermé. Aucune de ces échéances ne pourra dépasser les douze mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois